

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente.. • (Page 07)

Réseau social

Le patron de TikTok démissionne
Donald Trump accuse le réseau social d'espionnage au profit de la Chine, et lui a interdit toute transaction... • (Page 08)

Russie • (Page 08)

Poutine dénonce la taxe carbone de Bruxelles
La Russie s'inquiète du projet d'introduire une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne. Alors que la Russie est...



Election consulaire

Qui sera le prochain président de la CCIT ?



• Germain Meba, président sortant de la CCIT

Covid-19/Spéciale Revue Economique et Monétaire • (Page 04)

La BCEAO lance un appel à contributions

• (Pages 03)

Présidence de la BAD

Akinwumi Adesina réélu pour cinq ans
Au deuxième tour d'un vote par voie électronique ce jeudi 27 août 2020, le Nigérian Akinwumi... • (Page 06)

Présidence de la BOAD

Serge Ekué prend fonction ce jour
Tout président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Serge Ekué va officiellement succéder à Christian Adovelandé ce jour, vendredi 28 août 2020. • (Page 02)

Remise de chèque

L'ananas togolais appuyé à hauteur de 30 millions FCFA
Important coup de pouce au secteur de l'ananas. Les producteurs de ce fruit ont reçu un chèque de 30 millions de... • (Page 11)

Traitement des marchandises
L'OTR s'équipe d'un nouveau scanner

Un nouveau scanner est en cours d'installation au port autonome de Lomé. Il va améliorer la qualité des contrôles des marchandises... • (Page 04)

Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte...

Le Coronavirus ne passera pas par MOI... et TOI ?

Message de prévention et de sensibilisation de :



A la propagation du coronavirus au TOGO

Présidence de la BOAD

Serge Ekué prend fonction ce jour

Tout président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Serge Ekué va officiellement succéder à Christian Adovelandé ce jour, vendredi 28 août 2020.

• Nicole ESSO

Après avoir dirigé la BOAD pendant neuf ans (2011-2020), Christian Adovelandé passe le témoin ce jour à son successeur, Serge Ekué. La nomination de Serge Ekué « intervient après avis favorable de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, sur proposition des plus Hautes Autorités Béninoises, conformément aux textes en vigueur au sein de l'Institution », précise communiqué de l'institution. Le nouveau président de la BOAD va prendre fonction à la tête de la banque de développement siégeant à Lomé le 28 août prochain selon le même communiqué. Serge Ekué qui dirigera la BOAD les six prochaines années est un banquier béninois né à Porto-Novo en 1966. Il a occupé de grandes responsabilités au sein de banques et institutions financières pendant près de 20 ans. C'est



un «expert reconnu des marchés financiers et des marchés de capitaux [ayant] dirigé les activités de marchés de Natixis pour la zone Asie-Pacifique pendant près de six ans (2010-2016) avant d'assumer la Direction Générale de la banque [française] basée à Hong-Kong», renseigne la biographie de l'homme disponible sur

le site de la BOAD. Serge Ekué ne découvre pas la BOAD avec sa nomination à sa présidence. Depuis mai 2020, il est le conseiller spécial du président sortant avec pour principales missions de finaliser le Plan Stratégique 2021-2025 ainsi que de superviser les stratégies de mobilisation des ressources financières de la Banque.

Togo

Bientôt une plateforme logistique multiservice

Le Togo s'apprête à évaluer la viabilité économique de la plateforme logistique multiservice prévue à Lomé (Adakpamé) et du port sec dans la zone septentrionale. Un processus en cours devra permettre de sélectionner un consultant en charge de cette mission.

Après les études de faisabilité, une autre permettra d'analyser des mouvements de marchandises et des biens utilisateurs des services portuaires. Objectif : identifier les éventuels obstacles aux mouvements entrants et sortants du port. Cette étude prévoit des entretiens avec les parties prenantes et des enquêtes pour déterminer la nature des services logistiques déjà disponibles ou ceux à développer. La mission du consultant consistera également à proposer des scénarii pour l'aménagement et la gestion de la plateforme. Le volet de



l'étude qui va cibler le projet de port sec au Nord-Togo permettra de quantifier le potentiel économique de la région. Il s'étendra également aux deux dernières missions dévolues au consultant sur la

viabilité économique du parc logistique multiservice. Un autre volet de cette mission consistera à procéder à une évaluation logistique du corridor Lomé-Cinkassé.

Avec Togo First

AUX DECIDEURS ...

NP

Vigilance oblige

Grâce à une nouvelle ordonnance prise le 14 août 2020, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a décidé de la prorogation jusqu'au 15 septembre 2020 inclus, de toutes les mesures relatives à la gestion du Coronavirus. Vigilance oblige donc au vu de l'évolution de la situation liée à la crise sanitaire au Togo. Ainsi, les mesures prises par le gouvernement dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 restent toujours en vigueur pour un mois encore.

Les toutes dernières mesures économiques prises en faveur des acteurs économiques et des ménages, ainsi que celles d'ordre sociales existant déjà, sont concernées par ces mesures préventives. Aussi, l'ordonnance autorise en outre le Premier ministre à prendre par décret, sur rapport du ministre de la santé et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie, les mesures nécessaires pour faire face à la maladie.

La pandémie frappe le Togo depuis mars dernier. Plus de 1000 cas ont été officiellement recensés et la population est appelée à respecter les gestes barrières et la distanciation physique. Le pays a allégé le dispositif en autorisant le 1er août une réouverture de l'aéroport de Lomé. De même, le Gouvernement, à travers une nouvelle ordonnance signée le 30 juillet dernier par le Président de la République, a décidé d'octroyer de nouvelles réductions fiscales aux acteurs économiques. Ces nouvelles mesures qui viennent s'ajouter à celles adoptées en avril dernier, visent à soutenir davantage les opérateurs économiques et les ménages, dans ce contexte de crise liée à la pandémie de coronavirus.

Dans le détail, l'exécutif suspend les sanctions fiscales en cas de redressement de défaut ou de retard de dépôt des déclarations fiscales, des impôts et taxes. Toutefois, précise l'ordonnance, les pénalités légalement notifiées seront comptabilisées pour des raisons de statistiques. Une réduction spéciale de 25% sur l'acompte de la patente est accordée au titre de l'exercice fiscal 2020, aux entreprises opérant dans le secteur des transports, de l'hôtellerie, la restauration et aux organismes assimilés agréés, ainsi qu'aux organisateurs de circuit touristique agréés (au lieu des 10% décidés en avril). Dans la même dynamique, les entreprises individuelles, les transporteurs routiers, les artisans et assimilés relevant de la TPU, bénéficient d'une réduction de 50% sur le deuxième acompte.

Les procédures des contrôles fiscaux externes sur place au sein des entreprises sont suspendues durant la période de la crise, mais les pouvoirs publics pourront procéder aux Contrôles sur pièces (CSP) dans le cadre des travaux de bureau ou du télétravail. Pendant la même période, les délais prévus dans le cadre de la conduite des procédures de contrôle fiscal opérationnel sont suspendus, tant pour le contribuable que pour l'administration fiscale, sans qu'aucune décision en ce sens de l'autorité administrative ne soit nécessaire.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Election consulaire

Qui sera le prochain président de la CCIT ?

La chambre du commerce et de l'industrie du Togo (CCIT) a officiellement ouvert l'inscription sur la liste électorale ce mercredi 26 Août 2020 à Lomé, ouvrant donc la voie aux élections consulaires. L'actuel président, Germain Meba va-t-il remplir ou une nouvelle équipe va prendre les commandes de la CCIT ?

• Bernard AFAWOUBO

La chambre du commerce et de l'industrie du Togo (CCIT) veut renouveler son instance dirigeante. Ainsi les opérateurs économiques désireux et remplissant les conditions conformément aux textes en vigueur, sont invités à déposer leur candidature. L'ouverture de la liste électorale a été effective le mercredi 26 Août dernier à Lomé. La Commission électorale consulaire de la Chambre du Commerce et de l'Industrie du Togo se chargera de l'organisation du processus électoral. Cette commission est composée de six membres et est présidée par un magistrat avec un représentant du ministère en charge du

commerce. L'institution est présidée par Germain Meba depuis six ans déjà. Lors d'une sortie médiatique en date du 14 Août dernier, le président sortant Germain Méba a donné des éclaircissements sur les conditions à remplir pour être autorisé à prendre part à la prochaine élection. Il n'a pas passé sous silence le cas de l'Association togolaise des opérateurs économiques (ATOE). Selon lui, certains opérateurs économiques ne veulent pas respecter les méthodes légales pour obtenir les cartes de ressortissants mais s'inscrivent dans une logique du faux et usage de faux. Ce serait le cas par exemple de l'Association togolaise des opérateurs économiques. Elle est accusée d'avoir « introduit



• Germain Meba, président sortant de la CCIT

des demandes groupées, au lieu que celles-ci soient faites individuellement par chaque opérateur économique, légalement établi » a-t-il déclaré. Dans la foulée, les premiers responsables de l'Association togolaise des opérateurs économiques (ATOE) ont rencontré la presse le 25 août dernier à son siège pour livrer

leur version des faits. Pour Tchindé Wiyau, président de l'Association togolaise des opérateurs économiques (ATOE), le président sortant de la chambre du commerce et de l'industrie du Togo a tenu de fausses allégations et des propos mensongers à l'endroit de l'Association Togolaise des Opérateurs

Économiques (ATOE) et son président wiyau Tchindé. « C'est depuis 2019 que nous avons introduit une demande de carte pour une soixantaine d'opérateurs économiques membres de notre association. Et depuis ce temps le président de la CCIT refuse, pour des raisons que j'ignore, de nous délivrer ces

cartes. Alors que nous avons payé pour chacune, le droit d'adhésion, d'un montant de 15.000 F Cfa. Et sans cette carte, nos membres sont privés de certains privilèges et avantages que jouissent d'autres opérateurs économiques du pays. C'est après avoir fait plusieurs démarches envers les autorités compétentes du pays, en l'occurrence le ministre du Commerce, que M. Méba a commencé par délivrer les cartes de bout-en-bout, et dans des conditions très embêtantes. Mais pourtant nous avons constaté à travers le registre de la CCIT que chaque jour, le président délivre des cartes à des opérateurs qui en ont fait la demande à une date pas plus lointaine que la nôtre. Jusqu'aujourd'hui, une vingtaine de cartes de nos membres ne sont pas retirées. Le président choisit ceux qui sont de son camp. Alors que la CCIT est une institution publique et non une propriété privée de Germain Méba. Son idée est de nous exclure des élections consulaires de décembre prochain », a-t-il déclaré.



Le HCRRUN poursuit les réparations collectives

Au Togo, le Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) équipe plusieurs localités de la préfecture de l'Ogou d'infrastructures. Ceci, près de 10 mois après avoir lancé la phase des réparations collectives et communautaires de son programme de réparations des torts, apprend-on de source officielle.

• Vivien ATAKPABEM

Les localités de Djéréhouyé et Boko ont réceptionné ce mercredi des bâtiments scolaires et habitations financés par l'institution. La construction de ces ouvrages d'un coût total de 30 millions FCFA, a été préconisée dans les recommandations de la CVJR, afin d'aider les populations à surmonter leurs différends. Leur réalisation est non seulement une action humanitaire, mais aussi une manière de restaurer l'har-

monie entre les différentes communautés et renforcer le dialogue permanent, indique le Haut-Commissariat. Pour rappel, le Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun) a lancé en 2019 à Djéréhouyé au nord d'Atakpamé, le volet des réparations communautaires et collectives de son programme de réparation des torts et d'apaisement des victimes des violences sociopolitiques de 1958 à 2005. Ce volet de la mission

du Hcrrun, lancée conformément aux recommandations de la CVJR, consiste « à aider les communautés en conflit à surmonter leurs différends notamment par la réalisation de projets de développement d'intérêt commun », comme l'a indiqué la présidente de l'institution Awa Nana Daboya, lors de la cérémonie de lancement officiel. Ces projets, précise le Haut-commissariat, « seront conçus avec l'implication effective de toutes les composantes des communautés

concernées ». Des séances d'échanges seront ainsi initiées lors de cette phase entre les représentants des différents groupes sociaux en conflit, les autorités administratives, traditionnelles, religieuses, et des élus. Autre précision importante, cette phase des réparations se déroulera simultanément avec celles individuelles, entamées depuis décembre 2017 et toujours en cours. Près de 35 000 personnes ont été recensées sur tout le périmètre national.



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Covid-19 / Spéciale Revue Economique et Monétaire

La BCEAO lance un appel à contributions

A travers un appel à contributions, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) invite la communauté scientifique et universitaire à la préparation d'un numéro spécial de la Revue Economique et Monétaire (REM) sur le thème : « Les économies de l'UEMOA face à la pandémie de la Covid 19 : politiques économiques et Perspectives ».

● Nicole ESSO

Mieux cerner les aspects critiques du Covid-19, son impact sur les économies de l'Uemoa et proposer les orientations de relance en termes de recommandations de politique économique. Dans cette optique, la BCEAO a décidé de faire appel à la communauté scientifique et universitaire. Une décennie après la crise économique mondiale de 2008, une nouvelle récession s'annonce en raison de la crise sanitaire due à la maladie à coronavirus (Covid 19) qui a atteint près de 149 pays et causé des centaines de milliers de décès. Cette pandémie dont le foyer est parti de Wuhan (Chine) en décembre 2019 a des répercussions sans précédent au niveau global. Selon les estimations du FMI (avril 2020), « l'économie mondiale devrait connaître une forte contraction de 3% en 2020, soit un recul bien plus marqué que lors de la crise financière de 2008 ». Dans ce contexte, les économies de l'UEMOA sont également affectées, en raison de leur intégration à l'économie mondiale et des impacts des mesures mises en place pour pallier les conséquences de ce fléau. Selon les Services de la BCEAO, la croissance



économique de l'Union prévue en 2020 à 6,6% pourrait se replier de 4,4 points de pourcentage ou plus, en fonction de la gravité de la crise. Ainsi, pour mieux appréhender les aspects critiques de cette crise, son impact sur les économies de l'UEMOA et proposer les orientations de relance en termes de recommandations de politique économique, la BCEAO a décidé d'inviter la communauté scientifique et universitaire à la préparation d'un numéro spécial de la Revue Economique et Monétaire (REM) sur le thème : « Les économies de l'UEMOA

face à la pandémie de la Covid 19 : politiques économiques et Perspectives ». Ce numéro spécial sera consacré aux analyses théoriques et empiriques de l'impact de la pandémie de la Covid 19, la pertinence des mesures de politiques monétaire et budgétaire et les perspectives de long terme.

Apporter des réponses à l'impact de crise sur les économies de l'UEMOA

Selon la BCEAO, les contributions devraient permettre

d'apporter des réponses, entre autres, aux questions ci-après : Quel est l'impact macroéconomique de la pandémie sur l'endettement public et la capacité de résilience des économies de l'Union ? Quelles politiques monétaire et budgétaire mettre en œuvre ? Quel est l'impact de la crise sanitaire sur le secteur financier et monétaire de l'Union ? Par quels mécanismes la crise a-t-elle affecté les banques et les SFD ainsi que le financement de l'activité économique ? En prenant

en compte l'existence d'un important secteur informel, le contexte d'accès limité au crédit et la dépendance vis-à-vis des matières premières, comment modéliser la propagation ou l'effet de contagion de la crise sanitaire aux autres secteurs des économies de l'Union ? Quelles politiques de relance à long terme pour pallier les conséquences de la pandémie et quelles orientations nouvelles pour améliorer les performances des économies de l'Union ? Toutefois, les articles traitant de toute autre problématique liée à l'analyse de l'impact de la Covid-19 sur les économies de l'Union seront également pris en considération. Les articles soumis dans le cadre du présent appel à contributions feront l'objet d'un numéro spécial de la Revue Economique et Monétaire de la BCEAO à paraître en décembre 2020, s'ils reçoivent un avis favorable pour publication au terme de leur évaluation par le Comité Scientifique de la Revue. Par ailleurs, tout en respectant les exigences scientifiques évoquées ci-dessous, les articles à publier dans la

REM doivent être rédigés d'une manière accessible à un lectorat étendu, qui ne serait pas forcément composé que de spécialistes des questions traitées. Ce format peut être consulté dans les parutions de la REM à l'adresse suivante : <https://www.bceao.int/fr/publications/revue-economique-et-monetaire>. Les candidats intéressés sont priés de présenter leur soumission sous le format retenu* pour la REM et de la transmettre à l'adresse suivante : rem@bceao.int. La date limite de soumission des manuscrits est fixée au 30 novembre 2020. La BCEAO indique que les articles à publier doivent obéir aux conditions d'éligibilité suivantes : présenter un intérêt scientifique avéré, apporter un éclairage nouveau ou proposer des solutions originales à des questions déjà traitées, reposer sur une approche scientifique rigoureuse, des outils pertinents et une démarche cohérente. La problématique doit être clairement présentée et la revue de littérature suffisamment documentée.

Traitement des marchandises

L'OTR s'équipe d'un nouveau scanner

Un nouveau scanner est en cours d'installation au port autonome de Lomé. Il va améliorer la qualité des contrôles des marchandises et permettra aux douanes togolaises de traiter plus de 600 conteneurs par heure, indiquent les premiers responsables de l'Office togolais des recettes (OTR).

« Dans le cadre des contrôles non-intrusifs, obtenu un scanner de dernière génération au niveau de Lomé Container Terminal (LCT). Ce scanner offre la possibilité de scanner 600 conteneurs par heure. Actuellement, il faut dire que la crise sanitaire

que nous subissons a impacté un peu la mise en place de cet outil très performant... », a laissé entendre le Chef division des opérations douanières Lomé-Port, Piguendelewe AKAYA au cours d'un webinaire organisé par l'OTR. Cette machine une fois installée, a-t-il poursuivi,

permettra aux agents de l'OTR de vérifier la conformité des contenus par rapport aux déclarations soumises par les opérateurs économiques et de s'assurer que les chargements ne dissimulent pas des produits prohibés (drogue ou armes). Toujours sur le plan de la sécurité, l'OTR envi-

sage d'introduire dans ses réformes, un système d'interconnexion de tous les acteurs de la chaîne de contrôle. « Le PND interpelle tous les acteurs de la plateforme portuaire surtout quand on veut parler de l'axe 1 de ce plan. Alors nous travaillons pour que tous les acteurs s'im-

pliquent activement et que le système puisse être interconnecté. Aujourd'hui, nous avons l'ambition d'impliquer d'avantage le service phytosanitaire, les vétérinaires, l'unité mixte de contrôle des conteneurs, la direction des pharmacies, les ministères, de la Défense, du Com-

merce, des Mines, des Transports, de l'Environnement et la Chambre de commerce et d'industrie, pour que nous puissions mener des actions communes en vue de rendre le port plus compétitif », a précisé le Chef division des opérations douanières Lomé-Port.

©AfreetPress

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Appel d'Offres International (AOI)

CONTRAT CADRE ACHAT ET LIVRAISON AINSI QUE L'INSTALLATION ET ESSAIS, LE CAS ECHEANT, D'EQUIPEMENTS DE BUREAU ET DE RESEAUX POUR LE COMPTE DES INSTITUTIONS DE LA CEDEAO BASEES A ABUJA

Date: 24 Jul 2020 - 17 Sep 2020

Institution: Abuja, Nigeria

Contact:

Avis d'Appel d'Offres

ICB No: 01/ECW-ADM-IT/2020

1. Les Institutions de la CEDEAO basée à Abuja ont alloué des fonds pour l'Achat, la Livraison ainsi que l'Installation et essais, le cas échéant, d'Equipements de Bureau et de Réseaux.

2. La Commission de la CEDEAO, agissant pour le compte des Institutions de la CEDEAO, lance à présent un Avis d'Appel d'Offres pour la soumission d'offres, sous plis fermés, desdits équipements comme décrit ci-dessous :

- Lot 1 : Achat et la Livraison, de Systèmes Informatiques et Accessoires (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO);

- Lot 2 : Achat et la Livraison d'Imprimantes (seules), d'Imprimantes Multifonctionnelles (IMF) avec les fonctions de copie et de numérisation ainsi que des Scanners (seuls). Les installations et les essais seront nécessaires pour les imprimantes, les photocopieurs et les scanners multifonctionnels à usage intensif (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO) ;

- Lot 3 : Achat et Livraison de Destrueteurs de Papiers (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO) ;

- Lot 4 : Achat, Livraison, Installation et Essais de Projecteurs (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO) ;

- Lot 5 : Achat et Livraison, de Systèmes d'Alimentations Electrique (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO) ;

- Lot 6 : Achat, Livraison, Installation et Essais de Systèmes de Réseaux (les quantités et les spécifications sont indiqués dans le DAO).

3. Les six (6) lots sont distincts et indivisible, et le contrat sera attribué par lot. Les soumissionnaires intéressés disposant de l'expérience et des qualifications requises peuvent soumissionner pour un (1), pour plus de (1) lot ou pour les six (6) lots.

4. Un contrat cadre (Achat et Livraison ainsi que l'Installation et Essais, le cas échéant,) sera signé avec les Institutions de la CEDEAO basée à Abuja.

5. Le Dossier d'Appel d'Offres s'achète seulement auprès de la Division de la Passation des Marchés, Direction de l'Administration générale, Commission de la CEDEAO, Plot 101, Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, Abuja, Nigéria, sur envoi d'une demande écrite et paiement d'une somme de deux cents dollars US (200 US\$) en espèces OU par chèque, à l'ordre de la Commission de la CEDEAO, Abuja.

Pour les soumissionnaires résidant à l'extérieur du Nigéria, le Dossier d'Appel d'Offres peut être envoyé par voie courrier aux soumissionnaires intéressés, sur paiement (virement bancaire) d'une somme non remboursable de deux cents dollars US (200 US\$) à la Commission de la CEDEAO (les frais afférents au virement étant à la charge du soumissionnaire). (Coordonnées bancaires disponibles sur demande).

6. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse suivante pendant les heures de bureau : Lundi à Vendredi de 9h00 à 16h00 (Heure du Nigeria, GMT + 1), Commission de la CEDEAO, Direction de l'Administration générale, Division de la Passation des Marchés, 1er étage, Plot 101, Yakubu Gowon Crescent, Asokoro Dis-

trict, PMB 401 Abuja Nigéria. E-mail: procurement@ecowas.int; with copy to sbangoura@ecowas.int; cdeh@ecowas.int; wajala@ecowas.int; vtulay@ecowas.int

7. Les soumissions doivent être valables pour une période de 120 jours après l'ouverture des plis et doivent être accompagnées de Garantie de Soumission (Garantie Bancaire ORIGINALE) comme suit :

- Lot N°1: Systèmes Informatiques: La somme de Vingt mille Dollars Américain (US\$20 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO;

- Lot N°2 : Imprimantes et Scanners : La somme de Quinze mille Dollars Américain (US\$15 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO;

- Lot N°3 : Destrueteurs de Papiers: La somme de Cinq mille Dollars Américain (US\$5 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO ;

- Lot N°4 : Projecteurs : La somme de Deux mille Dollars Américain (US\$2 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO ;

- Lot N°5 : Systèmes d'Alimentations Electrique : La somme de Cinq mille Dollars Américain (US\$5 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO;

- Lot N°6 : Systèmes de Réseaux : La somme de Cinq mille Dollars Américain (US\$5 000) ou son équivalent dans une des monnaies d'un des pays membres de la CEDEAO.

Les Garanties Bancaires DOIVENT DEMEURER VALABLE pour 150 jours après l'ouverture des offres.

8. Les offres (1 original et 3 Copies) DOIVENT ETRE soumises dans une enveloppe scellée mentionnant clairement "Appel d'Offres international pour l'Achat et la Livraison ainsi que l'Installation et essais, le cas échéant, d'Equipements de Bureau et de Réseaux au profit des Institutions de la CEDEAO basées à Abuja « Ne pas ouvrir, sauf en présence du Comité d'Ouverture » Les enveloppes DOIVENT aussi indiquer le nom du soumissionnaire ainsi que le ou les lot (s) pour lesquelles il soumissionne.

9. Les offres DOIVENT ETRE déposées dans la Boite d'Appel d'Offres de la CEDEAO situé à la Direction de l'Administration Générale, Division Passation des Marchés, 1er Etage, Commission de la CEDEAO, 101, Yakubu Gowon Crescent Asokoro District, P. M. B. 401, Abuja, Nigéria au plus tard le 17 Septembre 2020, à 11h00 (Heure du Nigeria, GMT+1).

10. Les offres seront ouvertes le même jour, en présence des soumissionnaires (face à face ou par vidéo conférence selon la situation prévalente) désireux d'assister à la séance d'ouverture des plis à 11h30 (Heure du Nigeria, GMT+1), à la Salle 523, Commission de la CEDEAO, Abuja, Nigéria.

Commissaire chargé de l'Administration Générale

Présidence de la BAD

Akinwumi Adesina réélu pour cinq ans

Au deuxième tour d'un vote par voie électronique ce jeudi 27 août 2020, le Nigérian Akinwumi Adesina a été réélu président de la Banque africaine de développement (BAD) pour un nouveau mandat de cinq ans.



● Nicole ESSO

Un nouveau mandat de cinq à la tête de la BAD. Le Dr Akinwumi A. Adesina a été réélu pour un second mandat de cinq ans à la présidence du Groupe de la Banque africaine de développement le jeudi 27 août 2020 par le Conseil des gouverneurs de la Banque. Économiste du développement de renommée mondiale et lauréat du prix mondial de l'alimentation et lauréat du prix Sunhak pour la paix, M. Adesina s'est distingué en dirigeant un programme audacieux visant à réformer la Banque et à accélérer le développement de l'Afrique. Il a été élu pour la première fois à la présidence de la Banque le 28 mai 2015. En tant que président nouvellement réélu, le Dr Adesina, ancien ministre nigérian de l'Agriculture, commencera son nouveau mandat le 1er septembre 2020. Le résultat de l'élection, qui lui a donné cent pour cent des voix de tous les membres régionaux et non régionaux de la Banque, a été annoncé par la Présidente du Conseil des gouverneurs de la Banque, Mme Niale Kaba, Ministre de la planification nationale de la Côte d'Ivoire. L'élection a eu lieu le dernier jour de l'Assemblée annuelle 2020 du Groupe de la Banque africaine de développement, qui s'est tenue pratiquement pour la première fois dans l'histoire de la Banque. Le Ministre Niale Kaba a déclaré: « Je suis ravi que le Conseil des gouverneurs ait réélu M. Adesina pour un second mandat à la présidence. En tant qu'actionnaires, nous soutenons fermement la Banque et lui apporterons tout le soutien nécessaire pour faire avancer

et mettre en œuvre sa vision convaincante pour la Banque au cours des cinq prochaines années. Le premier mandat d'Adesina s'est concentré sur le nouvel agenda audacieux du Groupe de la Banque basé sur cinq priorités de développement connues sous le nom de High 5: Éclairer et alimenter l'Afrique; Nourrir l'Afrique; Industrialiser l'Afrique; Intégrer l'Afrique; et améliorer la qualité de vie des populations africaines. Au cours du premier mandat d'Adesina, la Banque a obtenu des résultats significatifs sur la vie de 335 millions d'Africains, dont: 18 millions de personnes ayant accès à l'électricité; 141 millions de personnes bénéficiant de technologies agricoles améliorées pour la sécurité alimentaire; 15 millions de personnes bénéficiant d'un accès au financement d'investissements privés; 101 millions de personnes ont accès à des transports améliorés; et 60 millions de personnes ont accès à l'eau et à l'assainissement. La Banque a maintenu ses notes AAA par toutes les grandes agences de notation de crédit mondiales pendant cinq années consécutives.

Une augmentation de 125% du capital général

Le Conseil des gouverneurs du Groupe de la Banque a approuvé une augmentation de 125% du capital général de la Banque, portant son capital de 93 milliards de dollars à 208 milliards de dollars, la plus importante de l'histoire de la Banque. Le Fonds africain de développement a reçu une promesse de 7,6 milliards de dollars de donateurs, soit une augmentation de 32%, pour soutenir les pays à faible revenu et les

États fragiles. La Banque a été classée 4e institution la plus transparente au monde par Publish What You Fund, renforçant ses solides références en matière de gouvernance en matière de transparence et de responsabilité. Sous la direction d'Adesina, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé une facilité de 10 milliards de dollars pour aider les pays africains à lutter contre la pandémie du COVID-19. La Banque a également lancé une obligation sociale COVID-19 de 3 milliards de dollars sur les marchés financiers mondiaux, la plus haute obligation sociale libellée en dollars américains de l'histoire du monde, qui est cotée à la Bourse de Londres, à la Bourse de Luxembourg et au NASDAQ. Adesina a déclaré: « Je suis profondément reconnaissant de la confiance collective, de la confiance forte et du soutien de nos actionnaires pour m'avoir élu pour un second mandat à la présidence. C'est un autre appel au service désintéressé de l'Afrique et de la Banque africaine de développement, auquel je me consacrerai avec passion. » La Banque africaine de développement est la première institution de financement du développement en Afrique, comprenant 54 pays membres régionaux et 27 pays membres non régionaux. « L'avenir nous invite à une Afrique plus développée et à un Groupe de la Banque africaine de développement beaucoup plus fort et résilient. Nous nous appuyerons sur les bases solides du succès au cours des cinq dernières années, tout en renforçant davantage l'institution, pour plus d'efficacité et d'impact », a déclaré Adesina.

Sénégal

Recensement des dépôts de produits chimiques dangereux

Le port de Dakar abrite 2 700 tonnes de nitrate d'ammonium destinées au Mali. Cette substance qui, à quantités quasi-égales, est l'origine du drame de Beyrouth, inquiète les Sénégalais.



Alors que les autorités cherchent à s'en débarrasser, le président Macky Sall a instruit des membres du gouvernement pour la mise en œuvre d'un « Plan national de recensement, d'audit et de sécurisation des dépôts de produits chimiques dangereux ». C'est l'un des sujets qui préoccupent au Sénégal depuis quelques jours : éliminer à tout prix le risque d'explosion ou tout autre incident similaire dû à des produits chimiques. Lors du conseil des ministres de mercredi 19 août, le président Macky Sall est allé plus loin : « Le Président de la République, sur le climat social, la gestion et le suivi des affaires intérieures, a demandé au Ministre de l'Intérieur, de mettre en œuvre, en rapport avec le Ministre de l'Environnement, un Plan national de recensement, d'audit et de sécurisation des dépôts de produits chimiques dangereux », indique le communiqué publié sur le site web du gouvernement.

Dakar cherche à se débarrasser de 2 700 tonnes de nitrate

Covid-19

172 pays s'engagent à participer au programme mondial d'accès aux vaccins. Selon l'OMS, 172 pays se sont engagés à participer au futur dispositif mondial d'accès aux vaccins contre la covid-19 dénommé COVAX. Ce programme dispose d'un portefeuille de vaccins anti-covid-19 le plus important et le plus diversifié au monde.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé lundi que 172 pays vont contribuer au COVAX, un dispositif d'accès mondial aux vaccins anti-covid-19. « Je suis heureux d'annoncer qu'à ce jour, 172 pays sont engagés dans le programme COVAX Service mondial pour les vaccins, qui dispose d'un portefeuille de vaccins anti-covid-19 le plus important et le plus diversifié au monde », a déclaré le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors d'une conférence de presse virtuelle depuis

d'ammonium destinées au Mali

Si le Secrétariat général du gouvernement ne le dit pas explicitement dans sa note, l'instruction de Macky Sall est notamment en rapport avec le stockage actuellement dans un entrepôt du port de Dakar de 2 700 tonnes de nitrate d'ammonium, cette substance chimique qui, à quantités quasi-égales, est à l'origine de l'explosion de Beyrouth, le 4 août dernier, faisant 171 morts, plus de 6 000 blessés et environ 250 000 déplacés. La confirmation mercredi, par la direction générale du port autonome de Dakar, du stockage de 3050 tonnes de nitrate d'ammonium destinés au Mali et dont 350 tonnes ont déjà été acheminées, a suscité une grande inquiétude. Utilisé dans les engrais et dans l'industrie, le nitrate d'ammonium est un agent explosif puissant. Considérée comme relativement sûre en cas de manipulation correcte, cette substance peut être cependant très dangereuse. Avant le Liban, la Chine, les États-Unis, la France, la Belgique et l'Allemagne ont connu

des explosions causées par la manipulation du nitrate d'ammonium. Le Sénégal cherche activement à se débarrasser du stock localisé au port de Dakar. Selon Reuters, le ministère de l'Environnement travaille actuellement avec le propriétaire du stock -dont l'identité n'a pas été révélée- « pour obtenir l'autorisation de retirer d'urgence cette cargaison ». Difficile de savoir si ce stock pourra être acheminé vers le Mali comme initialement prévu. Car, après avoir ordonné à tous les pays de sous-régions la fermeture stricte de toutes leurs frontières avec le voisin malien, la CEDEAO a finalement autorisé jeudi la circulation des « denrées de première nécessité, les médicaments et produits et équipements de lutte contre la Covid-19, les produits pétroliers et l'électricité ». Cette dérogation répondait à un plaidoyer du président Macky Sall. Cependant, le nitrate d'ammonium ne rentre dans aucune des catégories de produits soumis à la dérogation de la CEDEAO.

La Tribune Afrique

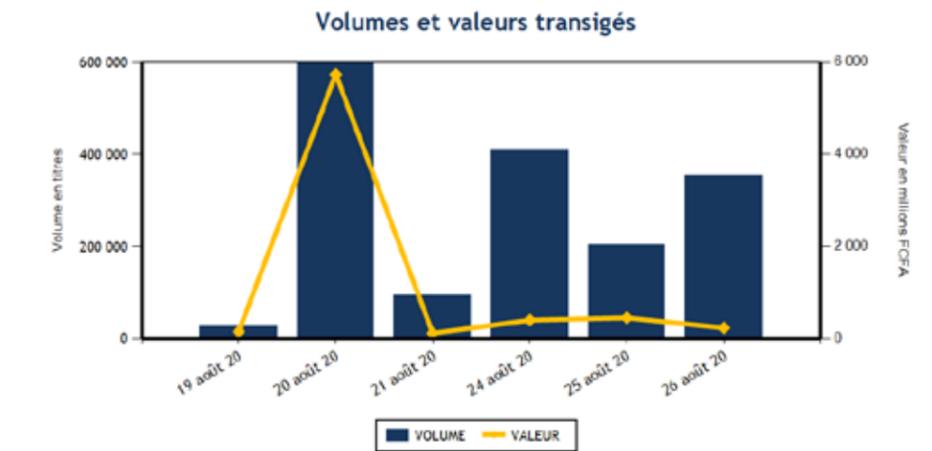
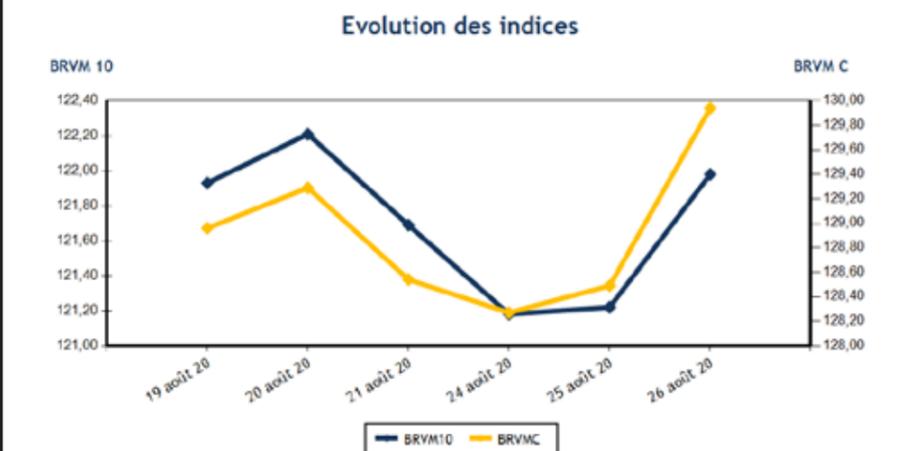


Genève. « À l'heure actuelle, neuf vaccins font partie de ce portefeuille dynamique qui est constamment révisé et optimisé pour garantir l'accès à la meilleure gamme de produits possible », a-t-il ajouté, tout en précisant que « neuf autres vaccins sont en

cours d'évaluation pour le long terme ». Le programme COVAX est co-dirigé par l'alliance GAVI pour les vaccins, l'OMS et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI). Il est conçu pour garantir un accès équitable au niveau mondial des vaccins, une fois qu'ils sont développés et autorisés à être utilisés. Il couvre actuellement 9 vaccins candidats anti-covid-19 et son objectif est de sécuriser l'approvisionnement et de fournir 2 milliards de doses dans les pays qui s'engagent d'ici fin 2021.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	121,98	<h2 style="margin: 0;">BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</h2> <p style="margin: 0;">N° 163 mercredi 26 août 2020 Site : www.brvm.org</p>	BRVM Composite	129,94
Variation Jour ↑	0,63 %		Variation Jour ↑	1,13 %
Variation annuelle ↓	-18,19 %		Variation annuelle ↓	-18,40 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 904 106 756 781	1,13 %
Volume échangé (Actions & Droits)	353 197	73,93 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	219 760 125	-50,60 %
Nombre de titres transigés	35	-5,41 %
Nombre de titres en hausse	22	69,23 %
Nombre de titres en baisse	9	-10,00 %
Nombre de titres inchangés	4	-71,43 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 324 436 019 695	0,06 %
Volume échangé	1 380	29,82 %
Valeur transigée (FCFA)	13 697 105	32,37 %
Nombre de titres transigés	7	-36,36 %
Nombre de titres en hausse	5	25,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 580	7,50 %	-8,51 %
TOTAL CI (TTLC)	1 290	7,50 %	-24,12 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	145	7,41 %	3,57 %
BOLLORE (SDSC)	1 385	7,36 %	-7,67 %
UNIWAX CI (UNXC)	880	7,32 %	-48,99 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	585	-7,14 %	-16,43 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	195	-7,14 %	5,41 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	465	-6,06 %	-23,14 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	135	-3,57 %	3,85 %
SMB CI (SMBC)	2 400	-2,04 %	-4,00 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	33,01	0,89 %	-12,35 %	308 007	89 855 310	52,02
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	384,46	0,20 %	-22,39 %	16 352	59 789 615	7,96
BRVM - FINANCES	15	51,75	1,05 %	-15,15 %	19 834	61 732 970	5,78
BRVM - TRANSPORT	2	339,32	7,16 %	-7,48 %	1 351	1 859 465	8,03
BRVM - AGRICULTURE	5	64,75	4,69 %	-24,60 %	1 222	2 025 910	6,35
BRVM - DISTRIBUTION	7	207,46	4,28 %	-18,08 %	6 431	4 496 855	9,86
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	222,10	0,00 %	-26,53 %	0	0	2,79
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,51	
Taux de rendement moyen du marché	10,50	
Taux de rentabilité moyen du marché	15,08	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	71	
Volume moyen annuel par séance	2 216,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	4 217 713,71	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	7,72	
Ratio moyen de satisfaction	79,66	
Ratio moyen de tendance	1 031,92	
Ratio moyen de couverture	9,69	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	-0,55	
Nombre de SGI participantes	25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 <small>Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou Tél : (229) 21 91 21 26 Fax : (229) 21 91 26 21</small>	 <small>Chambre de Commerce et d'Industrie de Burkina Faso BP 502 Ouagadougou 01 Tél : (229) 26 30 87 73 Fax : (229) 26 30 87 98</small>	 <small>Chambre Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma 01 BP 3002 Abidjan 01 Tél : (229) 20 31 58 90 Fax : (229) 20 32 47 77</small>	 <small>Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau, Avenue Nelson Mandela CP 00 Bissau Tél : (246) 338 18 02 Fax : (246) 338 18 02</small>	 <small>Intégrité (SICAV), PC 2000 Bamako BP 11 0000 Bamako Tél : (225) 44 98 18 99 Fax : (225) 44 98 18 91</small>	 <small>Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Niamey, Place de la constitution BP 11 000 Niamey Tél : (227) 20 73 48 82 Fax : (227) 20 73 48 82</small>	 <small>7, rue Jean Moulin BP 8806 Dakar - Plateau Tél : (221) 33 401 15 18 Fax : (221) 33 401 15 98</small>	 <small>4801, Boulevard G. GNASSONGBE Eyadéma, Municipalité 505 Togo BP 3202 Lomé Tél : (228) 22 49 23 16 Fax : (228) 22 38 23 41</small>
---	---	---	---	--	---	---	--

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Réseau social

Le patron de TikTok démissionne

Donald Trump accuse le réseau social d'espionnage au profit de la Chine, et lui a interdit toute transaction avec des partenaires américains.

Kevin Mayer préfère laisser sa place. Dans un communiqué, le PDG de TikTok a annoncé mercredi 26 août qu'il quittait le très populaire réseau social, qui cristallise les tensions entre Washington et Pékin. « C'est le cœur lourd que je vous annonce que j'ai décidé de quitter l'entreprise », a-t-il écrit dans une lettre à ses employés. Kevin Mayer, ancien de chez Disney, n'était PDG du groupe que depuis mai dernier. Il souligne dans sa lettre à quel point « l'environnement politique a drastiquement changé » ces dernières semaines. « Selon moi, la mission pour laquelle j'ai été engagé – notamment diriger TikTok dans son ensemble – sera désormais très différente en raison de l'action de l'administration américaine qui pousse à vendre les activités aux États-Unis. » TikTok a déclaré dans un communiqué : « Nous comprenons que les dynamiques politiques de ces derniers mois ont significativement changé l'ampleur du rôle que Kevin aurait dû assumer à l'avenir, et nous respectons



totallement sa décision. Nous le remercions pour son temps au sein de la compagnie et lui souhaitons le meilleur. »

Des menaces de la Maison-Blanche

Cette démission intervient alors que l'application de partage de vidéos, qui appartient au groupe chinois ByteDance, a déposé une plainte lundi contre les décisions prises par le président américain Donald Trump à l'encontre du réseau social, qu'il accuse d'espionnage au profit de Pékin. Le 6 août, Donald Trump a interdit à l'application toute transaction avec des partenaires américains au-delà de 45 jours. Le décret ne précise pas les conséquences pra-

tiques, mais l'interdiction pourrait obliger Google et Apple à retirer TikTok de leurs magasins d'applications, empêchant, de fait, de l'utiliser aux États-Unis. TikTok, qui a été téléchargée 175 millions de fois aux États-Unis, et plus d'un milliard dans le monde, indique dans sa plainte que les décisions de Donald Trump sont motivées par des considérations politiques et financières, et non par des inquiétudes pour la sécurité nationale. Le décret de Donald Trump est un abus de la loi fédérale « International Emergency Economic Powers Act » car la plateforme ne représente pas « une menace inhabituelle et extraordinaire », argue le réseau social.

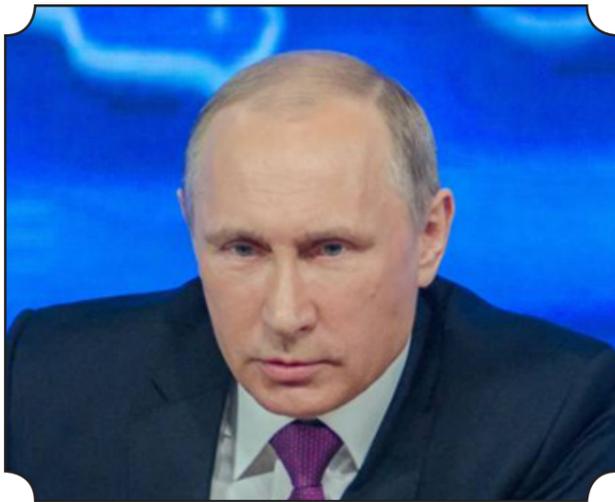
Avec AFP

Russie

Poutine dénonce la taxe carbone de Bruxelles

La Russie s'inquiète du projet d'introduire une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne. Alors que la Russie est très dépendante de ses exportations de pétrole et de gaz, cette mesure lui coûterait très cher.

Vladimir Poutine condamne le projet de taxe carbone de l'Union européenne. Alors que l'économie russe est très dépendante de ses exportations d'hydrocarbures (pétrole, charbon...), notamment vers l'Europe, cette mesure aurait un prix très élevé pour le pays. « La volonté de nos partenaires européens d'introduire une taxe carbone sous couvert d'agenda climatique a suscité des inquiétudes dans un certain nombre de pays », a déclaré Dmitri Medvedev, ex-Premier ministre et vice-président du Conseil de sécurité, cité par les agences russes. « Cela aura également des conséquences très graves pour l'économie russe, nos industries de base, telles que la métallurgie ferreuse et non ferreuse, l'industrie chimique, énergétique pourraient en souffrir », a-t-il indiqué, citant en particulier les exportations de pétrole et de charbon russes. Citant des estimations de l'Académie des sciences russe, il a affirmé que « les pertes financières des exportateurs nationaux s'élèveront à des milliards d'euros ». Pour surmonter la crise du coronavirus, l'UE a annoncé cet été



un plan de relance à 750 milliards d'euros, dont les fonds sont tirés d'une dette inédite et commune aux pays membres de l'UE. Pour rembourser cette dette, l'UE prévoit entre autres de créer avant 2023 une taxe carbone sur les produits importés. Qualifiant la mesure de « protectionnisme latent (...) qui entravera l'accès des marchandises (russes) au marché de l'UE », M. Medvedev a souligné la nécessité de négocier à la fois en format bilatéral, avec l'UE, et avec les organisations internationales compétentes, telles que l'OMC. Grande productrice de matières premières et en

particulier d'hydrocarbures, la Russie tire une partie importante de ses revenus budgétaires de leur exportation, notamment vers l'Europe. La Russie a déjà subi un revers avec l'arrêt du projet de gazoduc Nord Stream 2, qui devait abreuver l'Europe et notamment l'Allemagne en gaz russe. Bien que quasiment terminé, le projet est à l'arrêt en raison des menaces de sanctions américaines. Vladimir Poutine s'est donné pour objectif d'augmenter d'ici 2030 « d'au moins 70% » les exportations de produits autres que les hydrocarbures.

Avec capital.fr

Suisse

Emmi a peu souffert du Covid

Semestre contrasté pour le fabricant lucernois de produits laitiers qui a vu ses revenus s'étoffer. Son bénéfice s'est par contre contracté d'un peu plus de 6%.

Emmi n'a que marginalement souffert des conséquences de la pandémie de nouveau coronavirus au premier semestre. Etoffant ses revenus, malgré quelques difficultés aux États-Unis, le fabricant lucernois de produits laitiers a cependant vu son bénéfice net se contracter en un an de 6,5% à 81,3 millions de francs. Le tassement du bénéfice net reflète principalement de la prévision d'un taux d'imposition plus élevé, ainsi que d'une hausse des charges financières, explique mercredi l'entreprise établie à Lucerne. Le résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (Ebit) a en revanche progressé de 6,4% à 112 millions de francs, la marge correspondante stagnant à 6,3%. Le chiffre d'affaires s'est pour sa part hissé à 1,77 milliard de francs, s'étoffant de 6,6%. La croissance organique s'est fixée à 2%, les acquisitions contribuant aux revenus à hauteur de 9,5%, alors que les effets de changes ont pesé pour 4,9%.



Performance supérieure aux attentes

A l'exception du secteur Global Trade, dont les ventes sont demeurées stables, toutes les divisions du groupe ont contribué à la hausse des revenus. En Suisse, ces derniers ont crû de 2,2% à 828,8 millions de francs. Ajustée de la cession de l'unité Emmi Frisch Services, la croissance organique a atteint 3,8%, un niveau exceptionnellement élevé, note Emmi. La performance s'est révélée supérieure aux attentes des analystes. Sondés par AWP, ces derniers avaient en moyenne anticipé un chiffre d'affaires de 1,70 milliard de francs, un Ebit de 100,7 millions et un bénéfice net de 69,1

millions. Evoquant la suite de l'exercice, Emmi se veut « modérément » optimiste, continuant de tabler sur un environnement de marché toujours volatil et marqué du sceau d'une vive concurrence. Le groupe réduit cependant son attente en matière de croissance des revenus, celle-ci devant désormais s'établir entre 0,5 et 1,5%, contre 2 à 3% jusqu'alors. L'entreprise de Suisse centrale maintient cependant son objectif en matière d'Ebit, le montant de 255 à 265 millions étant jugé « exceptionnellement ambitieux », mais réalisable pour autant que la marche des affaires demeure stable. Le bas de la fourchette est cependant visé.

(ATS/NXP)

Royaume-Uni

Manque à gagner de 26 milliards pour le tourisme

La pandémie a eu un fort impact sur le tourisme et les voyages d'affaires cette année, en Grande-Bretagne. La facture s'annonce salée.

L'économie britannique va perdre 22 milliards de livres (quelque 26 milliards de francs) en 2020 en raison de l'impact de la pandémie sur le tourisme et les voyages d'affaires, ce qui pourrait menacer trois millions d'emplois, prévient mercredi le Conseil mondial des voyages et du tourisme (WTTC). Le pays, qui a souffert du confinement pendant des mois, reste privé de la majorité de ses touristes étrangers qui hésitent à se déplacer par peur de contracter le virus ou en sont découragés par la quarantaine visant par exemple les voyageurs en provenance d'Espagne et de France.

Chute de 78%

L'organisme londonien WTTC, chargé de défendre les intérêts du secteur, estime que les dépenses des visiteurs internationaux vont chuter de 78% en 2020 par rapport à 2019, soit 60 millions de livres par jour, 420 millions par semaine ou 22 milliards sur l'année (26,3 milliards de francs). Le tourisme est un secteur puissant au Royaume-Uni. Il a généré au total en 2019 200 milliards de livres soit 9% de



l'économie et a représenté 4 millions d'emplois, soit 11% du nombre total de travailleurs dans le pays. Le Conseil prévient que dans le scénario du pire ce sont quelque 3 millions d'emplois qui pourraient être menacés en raison de l'effondrement du tourisme cette année.

Londres, ville vulnérable

Londres est particulièrement vulnérable, puisqu'environ 85% des dépenses touristiques dans la capitale sont réalisées par des étrangers. Pour Gloria Guevara, présidente du WTTC, « cela pourrait prendre des années » avant que le Royaume-Uni ne récupère les pertes causées par la pandémie. La situation « pourrait également menacer la place de Londres comme l'une des premières

villes au monde pour les voyages d'affaires ou touristiques », prévient-elle. Le WTTC plaide pour l'arrêt des mesures de quarantaine et leur remplacement par des programmes de tests afin de redonner confiance aux voyageurs. « Cet investissement sera bien moindre que l'impact des quarantaines qui ont des conséquences socio-économiques dévastatrices », selon Mme Guevara. VisitBritain, l'organisme de promotion du tourisme au Royaume-Uni, a quant à lui indiqué mardi s'attendre pour 2020 à une chute de 73% du nombre de visiteurs, à 11 millions, ainsi qu'une baisse des dépenses de 79% à 6 milliards de livres, soit un manque à gagner de 24 milliards.

(ATS/NXP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (Cdp-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Attention aux arnaques ! Vous aurez probablement besoin d'un dépanneur à domicile. Exigez toujours un devis avant l'exécution des travaux. Faites appel au besoin à deux ou trois entreprises différentes et comparez les prix.

Taureau Pour la majorité d'entre vous, cette journée sera marquée par une bonne solidité financière et aussi par une certaine chance. Ce sera le moment de demander une prime quelconque ou de tenter **Gémeaux** votre chance au jeu.

Vous vous démènerez pour améliorer votre standing, car il vous plaira plus que jamais de montrer des signes extérieurs de richesse pour épater la galerie. Comme la chance sera de votre côté cette fois grâce au coup de pouce des astres, cela marchera fort pour vous. Attention à ne pas continuer dans cette voie, car "les choses nécessaires coûtent peu, les choses superflues coûtent cher" (Diogène)

Cancer Avec cet environnement astral, vous allez peut-être devoir vous débarrasser de valeurs matérielles qui vous tiennent à cœur pour honorer les traites et assumer des engagements impossibles à différer. Désormais, soyez plus prudent, sinon les soucis d'argent qui reviennent sans cesse vous empêcheront de bien profiter de la vie.

Lion De bonnes influences sur le plan financier, qui vous permettront de remonter la pente. A condition de ne pas vous précipiter aussitôt dans les magasins ! Songez à faire des économies, même si vous trouverez cela extrêmement difficile.

Vierge La prudence vous sera recommandée dans la gestion de vos avoirs personnels. N'apportez de modifications dans vos placements qu'à coup sûr et ne vous fiez pas à l'avis du premier venu. L'investissement immobilier vous sera temporairement déconseillé.

Balance Tout ira bien côté argent, car aucune planète ne recevra d'aspect négatif. Qu'il s'agisse d'une prime quelconque ou de placements qui commencent à vous rapporter, vous pourrez compter sur des surprises agréables.

Scorpion Jupiter aura cette fois la haute main sur votre secteur ressources. S'agissant d'une planète qui apporte les richesses, son influence dans ce secteur s'avérera avantageuse. Que la satisfaction de voir se remplir votre compte en banque ne vous fasse pas pour autant oublier Mercure mal aspecté, qui risque de vous rendre très dépensier. Couvrir votre entourage de cadeaux est certes très gentil, mais veillez à ce que votre générosité ne compromette pas l'équilibre de votre budget.

Sagittaire Jupiter, le maître de la chance et de la fortune, devrait en principe vous valoir une période très faste sur le plan financier. Malheureusement, il sera en même temps en aspect dysharmonique, ce qui risque de vous rendre excessivement imprudent. Vous devrez absolument contrôler les envies d'achats qui vous passeront par la tête, sans quoi vous basculerez dans le rouge et mettrez ensuite des semaines à retrouver l'équilibre.

Capricorne Les influx cosmiques porteront votre acuité mentale à son apogée. Cela vous permettra de flairer et de saisir les nombreuses opportunités financières qui passeront à votre côté. Vous pourriez faire fortune.

Verseau Il est probable que les besoins d'argent menacent de devenir très préoccupants aujourd'hui. Inutile de paniquer car cela ne résoudra aucun problème. L'essentiel sera de tenir jusqu'à ce que la roue tourne ; et elle tournera en votre faveur presque aussitôt grâce à l'intervention de la planète Mercure. Vous serez sauvé de justesse cette fois-ci, mais pas à chaque fois ; apprenez donc à être prévoyant et économe.

Poissons Ne vous laissez pas entraîner dans des opérations financières mal préparées ou beaucoup trop risquées : vous pourriez vous retrouver dans une situation catastrophique, car certains astres seront contre vous sur ce plan.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains.

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Pédagogie numérique

Formation de la première vague des enseignants-chercheurs de l'UK

Les enseignants-chercheurs de l'Université de Kara bénéficient depuis le lundi, 17 août 2020, d'une formation en pédagogie numérique. L'objectif de cette formation est de les outiller à l'usage de Moodle, une plateforme d'apprentissage et de gestion de cours en ligne.

Ils sont au total 240, répartis en deux vagues, à bénéficier de cette opportunité. Ainsi, pour le compte de cette première semaine, 90 enseignants ont suivi la formation et sont répartis comme suit : 30 à la FaSEG, 12 à l'ISMA et 48 à la FLESH. Durant les cinq jours, les participants ont, entre autres, découvert la plateforme Moodle, appris les scénarios d'utilisation d'un cours hybride, les outils pédagogiques pour l'enseignant concepteur de cours, la structuration et le paramétrage d'un cours hybride sur Moodle, la création, l'inscription et l'administration d'un groupe d'apprenants, le développement d'activités d'auto-évaluation formative et d'évaluation sommative, les tests interactifs de connaissance. Pour les formateurs de la FLESH, M. Yentougle Moutoré et Temoukale Djagri, la faculté vient de finir sa première vague de formation avec les deux premiers groupes composés des départements des Lettres Modernes, des Sciences du Langage, de sociologie et de philosophie. Une note de satisfaction se dégage des interventions des représentants des deux groupes. Ceux-ci « nous chargent de transmettre leurs sincères remerciements au président pour cette dynamique. Nous sommes satisfaits de la proactivité des participants et de l'ambiance qui a régné durant ces cinq jours de formation », a confié M. Yentougle Moutoré. Et pour l'ISMA, tout est bien qui



finit bien. Des applaudissements nourris des participants en signe de reconnaissance ont été adressés aux formateurs à la séance de clôture. Le rapport de l'équipe des formateurs sera disponible au plus tard le lundi 24 août 2020. Selon le Vice-doyen de la FaSEG, M. Abdoul-fataou Tchagnao, avec cette formation, la FaSEG est prête pour s'engager dans le processus de cours hybrides. Il a, pour finir, remercier les formateurs pour leur professionnalisme. Les bénéficiaires de cette première semaine n'ont pas manqué d'exprimer leur sentiment : « La formation en pédagogie numérique à l'Université de Kara est une première depuis notre arrivée. Nous saluons l'initiative qui est une concrétisation des objectifs phares du président de l'Université de Kara. Cette formation a été suivie dans de bonnes conditions et dans une bonne ambiance de travail, ce qui a d'ailleurs permis une facilité d'assimilation des modules. Nous repartons satisfaits car les objectifs fixés par les formateurs au début de

la formation ont été atteints. Nous souhaiterions, pour de prochaines formations, que nous puissions disposer suffisamment de temps pour approfondir certains aspects », nous a laissé entendre Mme Malb Yagninim de la FaSEG. Pour Mme Daria Ouradei de la FLESH, « la formation s'est déroulée dans une ambiance conviviale ; les formateurs étaient à la hauteur et nous ont accompagné malgré le peu de temps dont ils disposaient ; ils étaient attentifs et nous ne pouvons que les féliciter. Je remercie par la même occasion le président de l'UK pour cette opportunité qu'il nous offre, qui permettra d'allier les cours en présentiel et à distance. Notre souhait est que nous puissions avoir plus de temps et surtout une bonne connexion internet pour les prochaines occasions ». Koffi Kibalou Palanga de l'ISMA nous confie ce qui suit : « la formation était très enrichissante, car elle nous permettra de donner les cours, mais aussi de procéder à l'évaluation des étudiants en ligne en utilisant la plateforme Moodle. Elle nous permettra également de voir la progression de l'étudiant ». Les enseignants de la FDSP, de la FaST, de la FSS et du second groupe de la FLESH (histoire, géographie, anglais et les langues étrangères appliquées), débiteront leur formation le 24 août 2020.

Avec UK



Remise de chèque

L'ananas togolais appuyé à hauteur de 30 millions FCFA

Important coup de pouce au secteur de l'ananas. Les producteurs de ce fruit ont reçu un chèque de 30 millions de FCFA de l'Union européenne (UE) et du ministère fédéral allemand de coopération (BMZ).

À Tsévié (35Km de Lomé), mercredi, la Fédération Nationale des Coopératives de Producteurs d'Ananas au Togo (FeNaCoPAT) a obtenu une subvention de plus de 30 millions F.CFA. Cet appui vise à l'amélioration de la production, mais est surtout destiné au maillon de la transformation des récoltes. « Ce financement nous a servi à avoir le local à Tsévié, et l'achat d'une centrale de vente à Lomé. Nous avons également un véhicule qui nous permet d'approvisionner les produits vers les lieux de vente et un fonds de roulement permanent qui permet à la fédération de payer les ananas auprès des producteurs des différentes coopératives et les revendre sur le marché », a expliqué Kossi Adjogblé, président de la fédération à agridigitale.net. Le bureau de la Fédéra-



tion Nationale des Coopératives de Producteurs d'Ananas au Togo (FeNaCoPAT) a été aussi inauguré en présence des acteurs de la filière ananas. Le projet d'appui à l'amélioration de la compétitivité de la filière ananas au Togo (PROCAT) est cofinancé par l'UE et le ministère fédéral de la coopération allemande (BMZ). Depuis deux ans, il accompagne les producteurs de filière, en vue d'une meilleure compétitivité des micros, Petites et moyennes

entreprises de transformation d'ananas. L'appui se décline en plusieurs volets. Riche en eau, en fibres et en vitamines, l'ananas regorge de multitude bienfaits pour la santé. Il est aussi reconnu pour être un allié de choix dans l'alimentation pour une perte de poids. Annuellement, plus de 60 mille tonnes d'ananas, fruit de dur labeur de ces producteurs, sont absorbés aussi bien par les sociétés et industries et pour les marchés locaux.

IciLome

Togo Digital Awards

L'initiative qui promeut l'excellence dans le numérique

Dorénavant, le travail bien fait dans le secteur numérique sera couronné par le prix « Togo Digital Awards ». Une initiative qui promeut, la créativité et l'innovation dans le numérique en vue de booster le développement du Togo.

Avec une contribution sans cesse croissante, le numérique et les innovations qui vont avec, deviennent incontournables dans le développement de tout pays. Pour booster la créativité et l'innovation en vue d'accompagner le développement du secteur au Togo, il est initié par Guillaume Djondo, CEO de Quod Digital et Samuel Attikossie, CEO d'AS& Partners, le «Togo Digital Awards », qui se veut une reconnaissance du travail bien fait dans le domaine numérique. La participation pour cette première édition gratuitement ouverte à tout citoyen togolais, se fait via le www.togodigitalawards.tg Selon les initiateurs, cette première édition couronnera les



différents acteurs de la sphère numérique dans les domaines variés tels que la performance, la créativité et l'innovation, la création de contenu numérique, la publicité et le marketing, les médias mobiles, le développement d'applications, les réseaux sociaux, le web design pour ne citer que ces domaines. En ce qui concerne les récompenses, les trois (3) premiers de chaque catégorie seront primés. Le premier prix dans chaque catégorie

sera constitué d'un trophée, d'un ordinateur portable, d'un web camera, d'un nom de domaine, d'un hébergement, d'un compte start-up d'une valeur de 300.000, d'une couverture assurance maladie et bien d'autres lots. Ceux qui viendront en deuxième position, devront repartir avec un trophée, un drone, un nom de domaine, un compte de 100.000, une assurance maladie et bénéficiaire d'un accompagnement personnalisé de la CNSS et de l'OTR. En ce qui concerne le troisième prix, dénommé « Coup de cœur des internautes », il sera composé d'un trophée, d'un smartphone, d'un nom de domaine et d'hébergement en plus d'autres avantages.

gapola.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

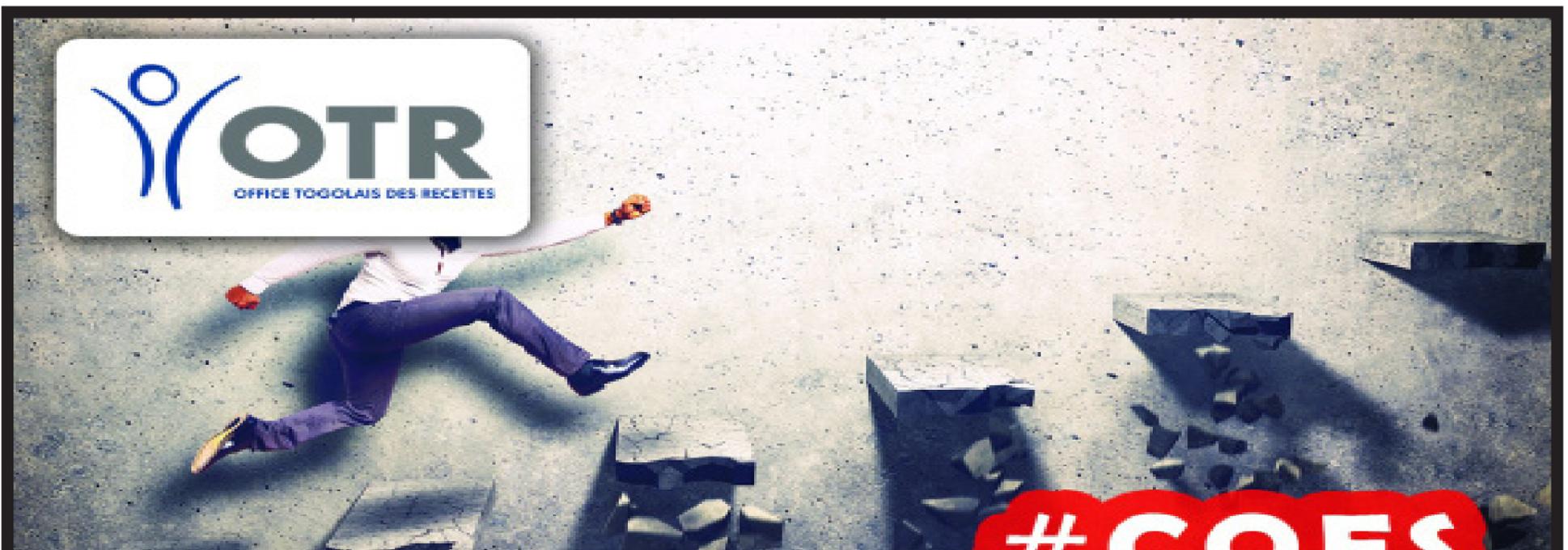
Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR